



Immigration, Refugees
and Citizenship Canada

Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

2023-24 Étude de suivi annuelle d'IRCC

Compte rendu sommaire

Préparé à l'intention de : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Fournisseur : Ipsos

Numéro du contrat : CW2334125

Valeur du contrat : 295 428,24 \$ (TVH comprise)

Date d'attribution du contrat : 16 octobre 2023

Date de livraison : 29 mars 2024

Numéro d'enregistrement : ROP 069-23

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec IRCC à :

IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca.

This report is also available in English.

Canada 

Tous droits réservés

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats de deux sondages et d'une série de groupes de discussion menés par Ipsos pour le compte d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Les sondages téléphoniques ont été réalisés entre le 3 novembre et le 17 décembre 2023 auprès d'un échantillon national représentatif de 3 000 Canadiens et entre le 3 janvier et le 5 février 2024 auprès de 1 540 résidents de 13 municipalités sélectionnées. Un total de 92 Canadiens ont participé à 14 groupes de discussion en ligne entre le 26 février et le 11 mars 2024.

This report is also available in English with the following title: **2023-24 IRCC Annual Tracking Study.**

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales uniquement. Une autorisation écrite doit être obtenue au préalable auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada à IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca ou écrire à l'adresse suivante :

Direction des communications institutionnelles et numériques et du marketing
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Tour Jean-Edmonds Sud
365, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1A 1L1

Numéro de catalogue : Ci4-183/1-2024F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-72345-7

Publications connexes :

Numéro de catalogue : Ci4-183/1-2024E-PDF (Rapport final, anglais)

ISBN : 978-0-660-72344-0

© Sa Majesté le roi du chef du Canada, représenté par le ministre d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2024

Attestation de neutralité politique

J'atteste, par la présente, à titre d'agent principal d'Ipsos, que les produits livrables se conforment entièrement aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications du gouvernement du Canada et la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Brad Griffin
Président
Affaires publiques Ipsos

Compte rendu sommaire

Affaires publiques Ipsos a le plaisir de remettre le présent rapport à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Contexte

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) facilite l'arrivée des immigrants, offre une protection aux réfugiés et propose des programmes pour aider les nouveaux arrivants à s'établir au Canada. Il accorde également la citoyenneté et délivre des documents de voyage (tels que des passeports) aux Canadiens.

IRCC a mis en place un programme d'étude continue en vue de mieux comprendre les attitudes des Canadiens à l'égard des enjeux relatifs à la citoyenneté et à l'immigration. Par l'évaluation et l'analyse des points de vue, le ministère obtient des indications sur d'importants secteurs de dépenses relatifs à son mandat et aux services qu'il rend.

Objectifs de l'étude

L'étude de suivi annuelle d'IRCC 2023-2024, menée auprès de membres de la population générale canadienne, y compris des nouveaux arrivants, des immigrants établis et des Autochtones, a été conçue pour fournir à IRCC des données de suivi comparables sur les attitudes à l'égard d'enjeux prioritaires pour le ministère concernant l'immigration, les réfugiés et la citoyenneté. Plus précisément, elle porte sur :

- Les niveaux d'immigration;
- Les répercussions de l'immigration sur le Canada;
- Les perceptions du service fourni par IRCC aux clients et au grand public;
- Le système d'immigration du Canada et ses priorités;
- L'établissement et l'intégration des nouveaux arrivants.

Le projet de recherche comportait deux étapes : deux sondages quantitatifs menés par téléphone et une série de groupes de discussion qualitatifs tenus en ligne. La valeur totale du contrat pour cette étude est de **295 428,24 \$**, TVH incluse.

Méthodologie de l'étude quantitative

Pour atteindre les objectifs de la recherche, Ipsos a mené un sondage téléphonique national et un sondage téléphonique ciblé auprès de résidents de municipalités sélectionnées partout au pays. Le sondage téléphonique national de 15 minutes a été réalisé entre le 3 novembre et le 17 décembre 2023 auprès d'un échantillon national de $n = 3\,000$ adultes canadiens. L'échantillon probabiliste du sondage téléphonique a été constitué à partir d'un système de composition aléatoire. Ce type d'échantillon donne lieu à une marge d'erreur de plus ou moins 1,8 point de pourcentage (calculée selon un intervalle de confiance de 95 %). Le sondage a été proposé aux répondants dans la langue officielle de leur choix.

Ipsos a également mené un sondage téléphonique de 11 minutes entre le 3 janvier et le 5 février 2024 auprès d'un échantillon aléatoire de 1 540 personnes de 13 municipalités sélectionnées (à raison de 100 à 120 sondages par municipalité). L'échantillon probabiliste des membres de la population générale âgés de 18 ans a été généré au moyen de la composition aléatoire. Dans le cas des municipalités, les marges d'erreur se situent entre $\pm 8,9$ et $\pm 9,8$ points de pourcentage, selon la taille de l'échantillon (calculées selon un intervalle de confiance de 95 %).

Un rapport complet sur la méthodologie quantitative qui contient tous les renseignements sur l'exécution du travail sur le terrain nécessaires pour mener à bien le projet d'étude se trouve à l'annexe 1. Les outils de recherche du volet quantitatif et un ensemble de résultats tabulés issus des sondages quantitatifs sont fournis dans un document distinct.

Méthodologie de l'étude qualitative

Ipsos a mené un total de 14 groupes de discussion en ligne auprès des publics cibles suivants :

- Membres du **grand public** canadien âgés de 18 ans ou plus (y compris des personnes qui vivent dans les régions plus rurales)
- **Nouveaux arrivants** (immigrants qui vivent au Canada depuis 2018 ou après)
- **Canadiens autochtones** (mélange de régions)

Les travaux sur le terrain se sont déroulés entre le 26 février et le 11 mars 2024. Comme le montre le tableau ci-dessous, il s'agit d'une étude d'envergure nationale qui a mobilisé des membres du grand public, y compris des nouveaux arrivants et des Autochtones, et a été menée dans les deux langues officielles.

| Groupe | Public cible | Langue | Nombre de participants |
|--------|---|----------|------------------------|
| 1 | Population générale de la région du Grand Toronto | Anglais | 6 |
| 2 | Population générale de Calgary et Edmonton | Anglais | 5 |
| 3 | Population générale de villes de l'Atlantique | Anglais | 5 |
| 4 | Population générale de Saskatoon et Regina | Anglais | 7 |
| 5 | Population générale de la région métropolitaine de Vancouver | Anglais | 6 |
| 6 | Population générale de Kitchener-Cambridge-Waterloo, Guelph et London | Anglais | 7 |
| 7 | Population générale de Montréal | Français | 6 |
| 8 | Population générale de communautés francophones à l'extérieur du Québec | Français | 8 |
| 9 | Population générale de centres de petite taille (population de moins de 30 000 habitants) partout au Canada | Anglais | 7 |
| 10 | Nouveaux arrivants de l'Ouest canadien | Anglais | 10 |
| 11 | Nouveaux arrivants de l'Est canadien | Anglais | 9 |
| 12 | Nouveaux arrivants du Québec et des communautés francophones de l'Est canadien | Français | 8 |
| 13 | Autochtones de l'Est canadien et des Territoires | Anglais | 4 |
| 14 | Autochtones de l'Ouest canadien et des Territoires | Anglais | 4 |

Les groupes de discussion ont eu lieu en ligne et chacun a duré environ 2 heures. Au total, 92 personnes y ont pris part. Elles ont reçu une somme de 125 \$ en guise de remerciement.

Note au lecteur sur la nature des résultats qualitatifs : Veuillez noter que les résultats d'étude qualitative sont de nature exploratoire et directionnelle. L'intérêt de la recherche qualitative réside dans le fait qu'elle permet d'explorer en profondeur les facteurs qui façonnent les attitudes et les comportements du public à l'égard de certains enjeux. Au moment d'interpréter les résultats, il faut tenir compte du fait que l'intention n'est en aucun cas d'en produire qui soient statistiquement représentatifs de la population générale. Pour obtenir un portrait représentatif de la connaissance, des attitudes et des perceptions du public canadien sur le sujet, il faut consulter le rapport du sondage quantitatif distinct qui a été mené.

Sommaire des faits saillants de l'étude quantitative

Sondage national

Lorsqu'on demande aux Canadiens ce qu'ils pensent du nombre d'immigrants qui viennent au Canada, la moitié (48 %) pensent qu'il y en a « juste assez ». Environ un tiers (35 %) estiment qu'il y en a un « trop grand nombre », et un sur dix (12 %), qu'il y en a « trop peu ».

Un peu plus de la moitié (55 %) des Canadiens jugent que l'immigration a un effet positif sur leur ville ou village, comparativement à un Canadien sur cinq (22 %) qui trouve qu'elle a un effet plus négatif. À l'échelle provinciale, les perceptions de l'immigration sont similaires : six Canadiens sur dix (58 %) jugent

que l'immigration a un effet positif sur leur province, tandis qu'un quart (24 %) considèrent qu'elle a un effet négatif. Dans l'ensemble, à l'échelle nationale, les perceptions de l'immigration sont plus positives, puisque six Canadiens sur dix (63 %) jugent que l'immigration a un effet positif, comparativement à un quart (23 %) qui estiment qu'elle a un effet négatif.

En ce qui concerne les attitudes et les opinions à l'égard de l'immigration, les Canadiens ont des impressions positives de la réputation du Canada en tant que société ouverte et accueillante (74 %) et les deux tiers (65 %) sont d'accord pour dire que le fait d'accepter des immigrants issus de diverses cultures rend le Canada plus fort. Sur le plan économique, les deux tiers (67 %) des Canadiens sont d'accord pour dire que l'immigration est nécessaire si le Canada souhaite soutenir sa croissance économique compte tenu du vieillissement de la population, et six sur dix (61 %) sont d'accord pour dire que la capacité concurrentielle du Canada dépend de l'habileté à recruter des immigrants qui répondent aux besoins en évolution du pays en matière de main-d'œuvre. Six répondants sur dix (62 %) sont aussi d'accord pour dire que l'immigration est nécessaire pour aider la gestion des pénuries de compétences et de main-d'œuvre dans leur économie locale. En revanche, un peu moins de la moitié (46 %) des Canadiens sont d'accord pour dire que le Canada devrait se concentrer à aider les Canadiens sans emploi plutôt que de rechercher des immigrants qualifiés pour pourvoir des postes.

En ce qui concerne les perceptions sur les réfugiés, la moitié (48 %) des Canadiens estiment qu'il y en a « juste assez » qui viennent au Canada, comparativement à trois sur dix (29 %) qui jugent qu'il y en a un « trop grand nombre » et un sur cinq (18 %), qu'il y en a « trop peu ».

Sondage municipal

L'analyse du sondage municipal n'a pas été effectuée, car il a été réalisé en vertu d'une offre à commandes de *Série B : Recherche sur le terrain et tabulation des données des sondages téléphoniques*. Un ensemble complet de données tabulées pour le sondage municipal est fourni dans un document distinct.

Sommaire des résultats de l'étude qualitative

Principales préoccupations

Dans l'ensemble, le logement ainsi que la hausse générale du coût de la vie sont soulignés comme étant les principaux sujets de préoccupation. À propos du logement en particulier, plusieurs participants évoquent la façon dont ils ont été touchés, mentionnant notamment que leur loyer et leurs versements hypothécaires ont augmenté considérablement, qu'ils ont dû déménager en raison de la hausse des coûts du logement ou encore qu'ils sont incapables de déménager dans un logement qui serait plus adapté à leurs besoins.

Les participants des groupes de nouveaux arrivants parlent des défis supplémentaires auxquels ils sont confrontés en raison du manque d'antécédents de crédit ou de références de propriétaires au Canada et du manque de relations pour trouver un garant. Plusieurs racontent avoir été exploités par des propriétaires ou des conseillers financiers en raison de leur manque de connaissance du marché canadien.

Les participants arrivés plus récemment sont conscients des défis en matière de logement au Canada, mais sont déconcertés par les difficultés réelles auxquelles ils ont été confrontés à leur arrivée.

L'immigration n'est mentionnée qu'à quelques reprises comme une préoccupation majeure et une minorité de personnes l'ont explicitement évoquée en décrivant les défis auxquels leurs communautés sont confrontées en matière de logement.

Attitudes à l'égard des annonces concernant les résidents permanents et volets

L'appui soutenu à l'immigration se dégage comme étant le sentiment général au sein des groupes, y compris les groupes de nouveaux arrivants, mais il est accompagné d'une attitude de « pas maintenant » ou de « comment allons-nous faire en sorte que cela fonctionne ». Ce sentiment est en partie fondé sur ce qui suit : des préoccupations en ce qui concerne l'effet de l'immigration sur les infrastructures, l'injustice perçue par les nouveaux arrivants que le Canada n'est pas en mesure de tenir sa promesse de leur offrir une meilleure qualité de vie, la préférence pour accorder la priorité à ceux qui sont déjà au Canada et qui rencontrent des difficultés en matière de logement, de soins de santé, etc.

Cibles générales. La connaissance des cibles concernant les résidents permanents annoncées à l'automne est faible dans l'ensemble. De l'avis de nombreux participants, les cibles fixées pour les trois prochaines années qui leur ont été présentées sont trop élevées. Ils ne parviennent pas à comprendre comment les villes, qui accueillent déjà de grands volumes d'immigrants et où les infrastructures sont déjà sous forte pression, pourraient en accueillir autant que les cibles proposées. Il convient de noter que certains participants ont une réaction plus neutre et qu'ils ont plus tendance à considérer le petit pourcentage de 1,2 % lorsque la cible est exprimée en proportion de la population du Canada. Ils ont également plus tendance à croire que le gouvernement a mené des recherches appropriées pour fixer les cibles et qu'il a la situation « bien en main ».

Volet économique. À propos des types de compétences et d'expérience que devraient posséder les résidents permanents du volet économique, les participants ont tendance à compter sur les travailleurs de la santé pour régler les problèmes d'accès aux soins de santé, sur les ouvriers spécialisés pour aider à construire les logements et les infrastructures dont le Canada a besoin et sur les enseignants pour réduire la taille des classes. Des appels pressants sont lancés pour réduire les obstacles qui empêchent les nouveaux arrivants expérimentés d'exercer dans leur domaine d'expertise. Les réactions à l'idée de donner la priorité à ceux qui possèdent des compétences en affaires sont plus mitigées.

Volet familial. La discussion au sujet du volet familial tourne largement autour de ses implications économiques. Les participants sont généralement d'accord pour fixer une cible plus élevée dans le cas du parrainage des conjoints et partenaires, qui sont susceptibles d'être en âge de travailler, et une cible plus basse dans le cas du parrainage des parents et des grands-parents, qui pourraient peser lourdement sur le système de santé plutôt que de contribuer à l'économie.

Plusieurs participants proposent que les demandes concernant des parents et des grands-parents en bonne santé aient priorité sur celles concernant des parents à la santé plus fragile. Les participants des

groupes de nouveaux arrivants sont plus enclins à soutenir un système de loterie pour traiter les demandes des parents et des grands-parents, car ils considèrent qu'il s'agit d'une approche équitable.

Volet humanitaire. Les quelques participants qui s'opposent catégoriquement à l'immigration sont très critiques à l'égard du volet humanitaire : ils ont tendance à considérer les réfugiés et les demandeurs d'asile comme un « fardeau » pour le système et les contribuables et appellent donc à réduire considérablement la cible. À l'autre extrémité du spectre, quelques participants estiment que le fait d'accorder l'asile est la « bonne chose » que le Canada doit faire. Entre ces deux extrémités, certains participants reconnaissent la nécessité d'aider, mais expriment également des préoccupations quant à la capacité du Canada à soutenir de manière réaliste la croissance démographique compte tenu des pressions actuelles sur les infrastructures publiques.

Nombreux sont ceux qui souhaitent également comprendre pourquoi le Soudan et Gaza sont priorisés lorsqu'on leur présente des renseignements sur les programmes humanitaires pour ces pays. Les programmes en tant que tels suscitent très peu de préoccupations en particulier. Les principales préoccupations concernent la capacité du Canada à accueillir davantage de personnes et les ressources gouvernementales nécessaires pour les soutenir.

Immigration francophone à l'extérieur du Québec. Seuls les participants du Québec ont des opinions bien arrêtées sur l'augmentation de la proportion de nouveaux résidents permanents qui parlent français admis à l'extérieur du Québec. Ils y voient un avantage, car cela réduirait la pression de l'immigration sur la province.

Examen stratégique de l'immigration. Aucun des participants n'a entendu parler de l'Examen stratégique de l'immigration.

Attitudes à l'égard des annonces concernant les résidents temporaires

Étudiants internationaux. Parmi toutes les annonces gouvernementales sur l'immigration testées dans le cadre de l'étude, c'est le plafond en matière d'étudiants internationaux qui constitue celle dont les participants ont le plus tendance à avoir entendu parler, bien que dans une très faible proportion. Les points de vue sur le plafond sont pour la plupart positifs, même si certains expriment des opinions divergentes. Quelques participants croient que la limite pourrait aider à atténuer la pression sur la demande de logements, et les principales préoccupations soulevées concernent les répercussions financières sur les universités et les collèges.

Travailleurs étrangers temporaires. De même, les attitudes à l'égard des travailleurs étrangers temporaires sont mitigées. Certains participants sont d'avis que les travailleurs étrangers temporaires jouent un rôle important en occupant des postes dont les travailleurs canadiens ne veulent pas. D'autres, par contre, sont plus enclins à croire que ces postes sont vacants parce que les employeurs n'offrent pas des salaires adéquats. Selon leur perception, principalement influencée par la couverture médiatique, les travailleurs étrangers temporaires sont soumis à de mauvaises conditions de vie et de travail de la part de certains employeurs.

Niveaux de résidents temporaires. En général, les participants ne savent pas trop pourquoi le nombre de résidents temporaires a augmenté au cours de la dernière année, passant de 1,5 million à 2,2 millions. Selon une explication proposée, ce serait attribuable à l'arrivée d'Ukrainiens fuyant la guerre. La plupart des participants constatent que le nombre de résidents temporaires est plus important que prévu, et perçoivent cette augmentation de manière négative dans le contexte des préoccupations déjà exprimées concernant la capacité d'accueil en général.